



«L'irruption de « Podemos » et de « Ciudadanos » sur la scène politique espagnole, problématique de la remise en question du bipartisme en Espagne?

Dr KPAN Victor

Université Alassane Ouattara

Introduction

Le bipartisme en Espagne, depuis la décennie 80, est une sorte de bipolarisation de la scène politique, comme à l'époque de la Guerre froide où le monde était divisé en deux blocs : la Russie et les Américains. Dans le cas de l'Espagne, cette bipartition politique est ainsi faite : soit vous êtes avec Franco, soit vous êtes contre le franquisme.

La mort du dictateur Franco en 1975 et l'élaboration de la nouvelle Constitution de 1978 par toutes les forces politiques excepté le PNV¹ (basque) mis fin à quarante années de dictature franquiste. C'est dans ce nouveau cadre de liberté qu'eurent lieu les premières élections démocratiques, remportées par l'UCD² d'Adolfo Suárez qui sera remplacé plus tard par le PSOE de Felipe González et par la suite par l'Alianza popular (AP) de Manuel Fraga.

Après la démission d'Adolfo Suárez de son poste de premier Ministre et la disparition progressive de la scène politique de l'UCD, les forces conservatrices et pro franquistes transformèrent l'AP³ affaiblie, en une nouvelle force politique appelée PP, toujours dirigée par Manuel Fraga. Le PSOE⁴ se présenta alors comme la deuxième force politique capable de gouverner le pays, tandis que le PCE⁵ disparaissait de la scène politique espagnole.

Ainsi donc, depuis 1983, les deux parties politiques, le PSOE et le PP, sur décision des urnes, s'alternent au pouvoir, l'un avec la majorité absolue et l'autre comme principal parti d'opposition.

Mais, comme l'a souligné l'écrivain français Montesquieu dans *l'Esprit des Lois*: « tout homme a soif du pouvoir qui le conduit toujours à des abus⁶ ». Depuis 1983, les

¹ PNV: parti nationaliste Basque.

² Union Centriste Démocratique

³ Alliance Populaire

⁴ Parti Ouvrier Espagnol, PSOE qui a pour objectif la représentation et la défense des intérêts de la classe ouvrière espagnole. Depuis l'instauration de la démocratie en Espagne, le PSOE a gagné les élections générales en 1982, 1986, 1989, 1993 avec Felipe González et en 2004 et 2008 avec José Luis Rodríguez Zapatero.

⁵ Parti Communiste Espagnol.

⁶ Carmen Iglesias: *El pensamiento de Montesquieu, Ciencia y filosofía en el siglo XVIII*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2005, p.400.



deux partis : PP et PSOE sont devenus des « castes », émaillés périodiquement de scandales de corruption. Les Espagnols, eux, n'avaient pas le choix, ils devaient voter soit pour le PSOE, soit pour le PP., Dans tous les cas, l'un ou l'autre gagnera les élections.

L'avènement de «Podemos» et de «Ciudadanos» sur la scène politique, le 25 mai 2015 par l'obtention de 05 députés au Parlement Européen est un espoir pour la grande majorité des espagnols «indignés» qui ont occupé les rues, le 15 mai 2011, pour dénoncer les comportements déviationnistes des politiciens espagnols. Mais, il faut avoir à l'esprit que « les conséquences d'un changement politique ne sont jamais prévisibles⁷ ». Pouvons-nous interpréter cette victoire aux élections européennes comme la certitude que le changement politique est en marche en Espagne? Est-ce la suite "heureuse" du début de la «Révolution» politique que des milliers de jeunes appelaient de tous leurs vœux sur les différentes « plazas » à Madrid et à Barcelone le 15 mai 2011 ? Ainsi en présentant les origines du bipartisme et son mode de fonctionnement, nous verrons le changement, la remise en question qu'impriment les nouvelles formations à la vie et au paysage politique de l'Espagne, pour le progrès.

I-Genèse du bipartisme en Espagne.

Dans la pensée politique, l'idée du bipartisme moderne est né après la Révolution française. C'est un système de partis politiques qui favorise la présence de deux partis sur la scène politique, en général antagonistes, pour générer une exclusion ou une discrimination positive des minorités politiques, au cours des élections. L'un des partis prend le pouvoir d'Etat et l'autre occupe la seconde place et devient l'opposition officielle au gouvernement. Cette situation a pour conséquence que les deux partis majoritaires ont l'attention exclusive des medias et celle de l'opinion publique, effaçant, presque en partie, la notoriété des autres partis aux yeux de la population.

Avec plus ou moins de succès, ce système s'est implanté dans plusieurs pays de l'Europe et de l'Amérique⁸ ayant un régime parlementaire où sont représentés deux blocs antagonistes à savoir les Conservateurs et les Libéraux. Les premiers cités, luttent pour conserver les privilèges de la noblesse et les seconds, essaient d'arracher des droits à la bourgeoisie.

En Espagne, le bipartisme ne date pas seulement de la transition démocratique de 1978. En effet, après le coup d'Etat du général Arsenio Martínez Campos, en décembre 1874, qui mis fin à la première République espagnole, Carnovas del Castillo, président du parti libéral conservateur, fit appel au roi Alfonso XII, fils de la reine d'Isabel II, renversée par la Première République, et en exile en Grande Bretagne, pour restaurer l'ordre monarchique en Espagne.

⁷Ibid, p.10.

⁸ Le bipartisme existe en France, en, Espagne, en Angleterre, au Chile, aux Etats-Unis.

Carnovas del Castillo, un conservateur de formation et de conviction et admirateur du système politique anglais, fit des promesses à la classe politiques, expliquant que l'objectif de sa démarche était d'inclure au sein de la monarchie, toutes ces forces qui cherchaient à nuire à l'institution <<*utilizar todo lo aprovechable del movimiento que expulsó a la reina Isabel II*⁹>>¹⁰ et surtout d'effacer les erreurs « d'exclusivisme » de la reine Isabel II, qui a donné le monopole du gouvernement aux Modérés. Dans une telle situation d'effacement, il ne restait aux progressistes que le soulèvement populaire pour accéder au pouvoir; ce qui a engendré, selon Carnovas del Castillo, la guerre carliste.

Le 15 janvier 1875, le roi Alfonso XVII, fit son entrée en Espagne sous les acclamations de la population. La légitimité du nouveau régime fut scellée par la nouvelle constitution de 1876 qui confirma le nouveau modèle de l'Etat avec un pouvoir législatif divisé en deux chambres que sont le Congrès des députés et le Sénat. Toutefois, le roi était la pièce maîtresse de ce nouveau système et ses pouvoirs étaient considérables en sorte qu'il avait le pouvoir exécutif et pouvait convoquer et démettre l'Assemblée nationale; il nommait le premier Ministre et était aussi le chef des Armées.

Carnovas va élaborer un système politique basé sur l'alternance au pouvoir de deux partis politiques: le parti conservateur dirigé par Carnovas del Castillo lui-même et le parti libéral dirigé par Práxedes Mateo-Sagata qui regroupait les progressistes et les démocrates. Cette alternance permit de mettre fin à une longue période de coups d'Etat militaire, en éloignant la junte militaire de la politique.

Cependant, cette alternance des tendances n'était qu'une pure farce politique qui n'avait pour seul but, que d'empêcher toutes les forces politiques de la gauche, (les Carlistes, les républicains et les socialistes, les mouvements régionalistes et nationalistes), d'accéder au pouvoir.

En réalité, l'alternance ou el «turno pacífico» n'était pas l'expression de la volonté du peuple, ni le résultat des urnes. Elle était plutôt le résultat, d'un accord secret entre deux partis politiques. Une fois l'accord conclu, le roi nommait un nouveau premier Ministre et dissolvait l'Assemblée Nationale. Le nouveau gouvernement formé convoquait des élections dont les résultats étaient connus d'avance à travers les systèmes de «caciquisme¹¹», de «pucherazo¹²», de «cunero¹³» et «lázaros¹⁴» dans lesquels l'on attribuait un certain nombre de députés à l'opposition. Ce qui faisait dire à

⁹ << Utiliser tout ce qui est profitable de ce mouvement qui a renversé la reine Elisabeth II >>

¹⁰ Raymond Carr: *España 1808-1975*, Barcelona, Editorial Ariel, 1982, p.336.

¹¹ Le caciquisme était la pièce maîtresse de ce système de fraude électorale.

¹² El pucherazo était une méthode de manipulation des résultats électoraux dans les zones rurales et les petites villes qui consistait à garder des bulletins de vote dans les pucheros (d'où est venu le nom) qu'on ajoutait ou retirait de l'urne en fonction des résultats déjà établis pour la zone en question.

¹³ El cunero: des électeurs étaient inscrits dans des circonscriptions qui n'étaient pas les leurs, ce qui les empêchaient de voter.

¹⁴ Le système Lázaros, est une méthode qui consiste à placer le bureau de vote dans un endroit inaccessible et là on ressuscitait la liste de morts pour remplir l'urne.



la population que: <<Las elecciones no hacen a los gobiernos, sino los gobiernos a las elecciones¹⁵>>¹⁶. Cette situation politique dure jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Franco, au début du 20ème siècle.

Le dictateur, Franco meurt en 1975 et Juan Carlos I monte sur le trône. Le nouveau monarque maintient Arias Navarro, Premier Ministre du gouvernement précédent, à son poste. En outre, il légalise, dans un premier, tous les partis politiques, sauf le Parti Communiste espagnol. Mais le pays était confronté à une situation économique difficile engendrée par la crise du pétrole de 1973. Le chômage et l'inflation étaient grandissants¹⁷. Une vague de grèves s'étendit dans tout le pays, en janvier 1976. La répression qui s'ensuivit fit cinq morts aux mains de la police à Vitoria en mars 1976. Ce même mois de mars, toute l'opposition se regroupa en une Coordination Démocratique, Ce qui renforça les protestations contre l'immobilisme du gouvernement d'Arias Navarro. La violence était régulièrement employée par l'ETA¹⁸ mais aussi par les membres du GRAPO¹⁹ et des groupes de l'extrême droite. Toutes ces situations d'insatisfactions, poussent le roi à démettre Arias Navarro de ces fonctions et à nommer Adolfo Suárez comme premier Ministre.

Aux élections générales de 1977, après la légalisation du parti communiste espagnol, 111 partis politiques y prirent part et aux premières élections démocratiques après la promulgation de la Constitution de 1978, 54 partis politiques prirent part dont 13 d'entre eux eurent des représentants au Parlement. Le parti le plus voté fut l'UCD qui obtint 35 % des suffrages. Cependant, contre toute attente, le 23 février 1981, le Colonel Tejero tente un coup d'Etat en prenant l'Assemblée Nationale en otage.

Face à cette atteinte à la démocratie naissante, il urgeait, pour le gouvernement, de maîtriser l'instabilité dans le souci de favoriser la croissance économique et surtout dans le but de faciliter l'entrée de l'Espagne dans les organisations internationales comme l'OTAN et la Communauté Economique Européenne. L'instrument pour y parvenir était l'élaboration d'une loi électorale qui éviterait davantage de partis

¹⁵<< Les élections ne font pas les gouvernements, mais ce sont les gouvernements qui font les élections>>

¹⁶ www.historiasiglo20.org

¹⁷ Ibid

¹⁸ ETA (**E**uskadi **T**a **A**skatasuna (Pays basque et liberté)) est un groupe armé d'idéologie nationaliste. Son objectif prioritaire est l'indépendance du pays basque vis-à-vis de l'Espagne et de la France. Cette organisation fut créée en 1958 pendant la dictature franquiste.

¹⁹ GRAPO : **G**roupe de **R**ésistance **A**ntifasciste **P**remier **O**ctobre est une organisation terroriste espagnole créée en 1975 et qui avait pour objectif la création d'un Etat marxiste en Espagne. Cette organisation était le bras armé du parti communiste espagnol.

En 1982, le GRAPO signa un accord de cessez le feu avec le gouvernement socialiste de Felipe González et après des négociations avec le ministère de l'intérieur en 1983, les membres du GRAPO abandonnèrent les armes.



politiques, favoriserait l'avènement du bipartisme et renforcerait les pouvoirs des dirigeants des partis politiques.

C'est dans cet objectif que fut votée la Loi Organique du Régime Electoral Général de 1985 (LOREG). Sur la base de cette loi sur le régime électoral, pour avoir des représentants à l'Assemblée Nationale, il était mentionné que le parti candidat aux élections doit avoir obtenu plus de 3% de voix, selon l'article 163 de la LOREG : *<< La atribución de los escaños en función de los resultados del escrutinio se realiza conforme a las siguientes reglas:*

- a) *no se tienen en cuenta aquellas candidaturas que no hubieran obtenido al menos el 3 por 100 de los votos válidos emitidos en la circunscripción*²⁰ >>²¹

Ce pourcentage sera revu à la hausse de 5% pour les élections municipales, selon, l'article 180, de la LOREG. De plus, il est également mentionné que:

*<<La atribución de los puestos de Concejales en cada ayuntamiento se realiza siguiendo el mismo procedimiento previsto en el artículo 163.1 de esta ley, con la única salvedad de que no son tenidas en cuenta aquellas que no obtengan, por lo menos, el 5 por 100 de los votos válidos emitidos en la circunscripción*²² >>

Cette loi, limite l'entrée à l'Assemblée Nationale des formations politiques minoritaires. Par exemple, en 1979, seulement quatre partis politiques ont obtenu plus de 3% des suffrages.

Le système d'élection des députés, qui s'est étendu par la suite aux parlements des Communautés Autonomes et aux Mairies, est que la liste des candidats se décide par la direction des partis politiques, ce qui engendre l'adhésion ou l'obéissance totale des représentants politiques aux dirigeants de leur formation politique. Ce qui est inscrit aux articles 169.2 et 172.2, en ces termes:

*<<Cada candidatura se presentará mediante lista de candidatos>>
et<< las papeletas electorales destinadas a la elección de diputados deben expresar las indicaciones siguientes: la denominación, la sigla y símbolo del*

²⁰ <<La répartition des sièges en fonction des résultats des scrutins se fait de la manière suivante :

a) *Ne sont pas pris en compte, les candidats qui n'obtiendront pas au moins 03 pour cent des voix exprimées dans la circonscription>>*

²¹ Boletín Oficial del Estado (BOE) n° 147 del jueves 20 de junio de 1985.

²² <<La répartition des postes de conseillers dans chaque municipalité se fera suivant la même procédure prévue en l'article 163.1 de cette loi, à la seule condition qu'il ne soit pas pris en compte, les candidats qui ne recueilleront pas au moins 05 pour cent des voix exprimées dans la circonscription>>



*partido, federación, coalición o agrupación de electores que presente la candidatura*²³ >>

Finally, the adoption of the D'Hondt formula, for the counting of votes, favors the major parties and allows to « *corriger l'excessive fragmentation de la représentation parlementaire* » as highlighted in its preamble. In several constituencies, for example, the application of the D'Hondt formula makes that the third and fourth party, the most voted, sometimes at a very small distance from the second, do not obtain a deputy. This system, as we have highlighted, is not beneficial for the two major parties in Spain and the nationalist major parties in their constituency who obtain, thus, a number of deputies disproportionately relative to the total number of voters in the country. We will take as an example the results of the general elections of November 20, 2011 where Convergència i Unió, (a regionalist party) with 1.015.691 votes obtained 16 deputies and Izquierda Unida (a national party) with 1.686.040 votes obtained only 11 deputies. It is for this reason that the Spanish Socialist Workers' Party and the Popular Party alternate in power since 33 years in Spain.

It is evident that the current electoral system is far from that of Antonio Cánovas del Castillo and Práxedes Mateo-Sagasta in 1876, based on electoral fraud by caciques, even though these two systems were created in an era when Spain needed political stability, stability achieved after the first half of the 20th century, thanks to the functioning of recent parties such as the PP and PSOE.

2. Le fonctionnement interne des deux grands partis politiques: PP ET PSOE.

The Spanish Constitution of 1978, in its article 7, stipulates that :

*<< La estructura interna y el funcionamiento de los partidos políticos deberán ser democráticos, estableciendo, en todo caso, fórmulas de participación directa de los afiliados en los términos que recojan sus estatutos, especialmente en los procesos de elección de órganos superior de gobierno del partido*²⁴>>²⁵

But the Constitution itself has not created any organism to control the effectiveness of the application of this democracy inside the political parties. This

²³ <<Chaque candidature doit être faite par l'ardoise et les bulletins de vote destinés à l'élection des députés doit porter les informations suivantes : le nom, le sigle et symbole du parti, fédération, coalition ou groupe d'électeurs qui soutiennent la candidature>>

²⁴ <<La structure interne et le fonctionnement des partis politiques doivent être démocratiques, en élaborant dans tous les cas, des formes de participations directes des membres en fonction de leurs statuts, en particulier dans le processus d'élection des organes dirigeantes du parti>>

²⁵ Ley Orgánica/6/2002/del27 de junio de partidos políticos.



liberté que la Constitution laisse aux partis politiques de s'autocensurer s'est transformée progressivement en une dictature de l'élite des partis politiques sur leurs militants. Une fois à la tête de leur parti, la préoccupation de ses dirigeants a été d'abord de chercher à avoir une main mise sur le fonctionnement du parti et d'épurer toute dicidence en son sein. Ce qui a fait dire à Alberto Recarte que << *la clase política española se ha convertido en una casta*²⁶ >>²⁷

Le sociologue Biélorusse, Moisei Ostrogorski, signalait déjà en 1902, que: « les leaders politiques, une fois au pouvoir avec l'appui du peuple et au nom du peuple, se séparent de celui-ci et se transforment en une caste relativement fermée et plus préoccupée par leur propre ascension sociale que par une véritable transformation sociale »,²⁸ et il ajoute que le risque dans ces partis c'est que l'individu devient prisonnier des desseins de ses leaders, des schémas de participation du parti politique, des formes de mobilisation sociale des masses, de la participation aux élections, tout ceci, guidé par l'intérêt des partis politiques et non de ceux des électeurs.

Ces partis politiques dans leur quotidien, simulent un attachement aux principes démocratiques, Cependant, en réalité, à l'intérieur du parti, existe une tendance constante à l'oligarchie, comprise comme la domination des dirigeants sur l'ensemble de l'organisation. Dans ce type d'organisation, il est impossible au militant d'influencer la prise de décision au sein du parti, compte tenu des caractéristiques même du parti, peu propice à une participation autonome, libre, collective et consciente.

Robert Michels, lui va plus loin. En effet, dans son livre : *Los partidos políticos*, paru en 1911 et qui est une étude sociologique sur les tendances oligarchiques de la démocratie moderne, l'auteur affirme l'impossibilité d'un fonctionnement authentiquement démocratique des partis politiques de masse dans les sociétés contemporaines, à cause de l'existence en leur sein de ce qu'il a appelé la «*Loi d'airain de l'oligarchie*»²⁹. Cette loi sociologique peut être formulée plus ou moins de la façon suivante « l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent. Toute organisation engendre des relations de domination ». ³⁰ Selon les propos de

²⁶ <<La classe politique espagnole est devenue une caste>>

²⁷ Alberto RECARTE García-Andrade: *El desmoronamiento de ESPAÑA*, Madrid, La Esfera de los libros, 2010, p.20.

²⁸ Moisei Ostrogorski: *La democracia y los partidos políticos*. Madrid, Ed, Colección Mímina, 2008, p.142

²⁹ La « loi d'airain de l'oligarchie » est un concept utilisé en sociologie (d'après l'étude de Robert Michels) pour qualifier la tendance de toute organisation à sécréter une élite oligarchique. L'oligarchie, entendue ici comme toute forme de structure de pouvoir d'organisation qui concentre le pouvoir entre les mains de quelques personnes.

³⁰ Michels Robert: *Los partidos políticos*, Buenos Aires, Amorrortu, 1976, Vol.II, p.273.



l'auteur, les formes oligarchiques sont inhérentes à toute organisation pour deux raisons principales: la première, est d'ordre psychologique et la seconde d'ordre technique.

En ce qui concerne les causes psychologiques, l'auteur soutient qu'elles dépendent de la psychologie de la masse. Pour lui, la masse, constitutionnellement, est incapable de s'autogouverner et qu'elle souffre d'une immaturité objective et d'une incapacité incurable. Pour cela, elle a besoin de leaders sur lesquels s'appuyer et aspire à reconnaître, en retour, leur supériorité. Par conséquent, la domination des dirigeants n'est pas quelque chose d'imposée aux masses, mais elle résulte d'un degré élevé d'acceptation et est même une nécessité pour elles. La masse est aussi essentiellement conservatrice, c'est pourquoi elle maintient pendant longtemps la minorité dirigeante à son poste de direction.

Il est inutile, dit-il, encore de vouloir penser à une élimination de ces inégalités sociales parce que le même processus révolutionnaire qui a conduit à l'élimination de ces inégalités sociales contient déjà des germes d'une nouvelle inégalité, empêchant la réalisation pratique du changement souhaité. Et cela, dans la mesure où la naissance de nouveaux dirigeants fera dégénérer le mouvement en un nouveau système d'inégalité, une fois que ceux-ci auront accédé au pouvoir et auront installé la nouvelle caste de bureaucrates.

A côté de ces causes psychologiques, il existe d'autres causes techniques qui expliquent l'établissement d'un leadership oligarchique. Pour Robert Michels, toute organisation ayant le sens de l'efficacité a besoin de dirigeants compétents et expérimentés, dans la mesure où la bataille pour la prise du pouvoir ne se prête pas à l'amateurisme. Afin de parvenir à ses objectifs, le groupe a besoin d'experts, de spécialistes: « par nature, toute organisation démocratique repose sur une division du travail. Mais qui dit division du travail dit spécialisation et donc spécialistes »³¹

Le résultat de ce double processus et la croissante séparation sociale entre les dirigeants et la masse aboutit alors au début de la fin de la démocratie, parce que le fossé va se creusant inexorablement entre la base militante et ses leaders, pendant qu'il se comble entre les nouvelles élites et le pouvoir de la classe dirigeante. Les nouvelles élites finissent par fusionner complètement avec la bourgeoisie dirigeante. L'alternance au pouvoir des « partis de gouvernement » traduit une professionnalisation de la politique et un éloignement croissant entre électeur et élu. Nombre de critiques pointent le manque de représentativité au sein des partis politiques, ainsi que le faible niveau de démocratie qui y règne, en interne. Il s'agit donc d'un contexte transversal et brûlant qui touche toutes les organisations politiques. Il n'est pas étonnant que les électeurs accusent aujourd'hui la classe politique de tous les maux de l'Espagne. Cela est dû à l'échec de la démocratie sur le plan social et à la transformation des partis politiques en

³¹ Opo-cit, p.212.



une source de bureaucratie et de corruption. Ces électeurs exigent un changement profond de la classe politique de l'Espagne.

De fait, les militants, ont l'impression que leurs différents partis (PP et PSOE) leur ont tourné le dos face à la situation de crise que traverse le pays aujourd'hui. L'on remarque alors que l'émergence de ces nouvelles manières d'agir en politique, en dehors des partis traditionnels, montre les limites de cette double représentation partidiste.

Face à cette «loi d'airain de l'oligarchie» de Michels Robert que nous venons de décrire, peut-on conclure que le peuple doit de temps en temps faire une «révolution», comme c'est le cas avec «Podemos» et «Ciudadanos», les deux partis vainqueurs des élections européennes du dimanche 25 mai 2015 en Espagne? Cette victoire est-elle, la fin du bipartisme en Espagne ou un simple cri de colère du peuple face à la crise économique qui l'étrangle ?

3-LES CAUSES LOINTAINES ET PROCHES DE LA VICTOIRE DE «PODEMOS» ET «CIUDADANOS».

3-1 -L'IRLANDE, UN MODÈLE GALVANISATEUR

Quand des milliers de jeunes occupèrent les places publiques des principales villes de l'Espagne en mai 2011, ils scandaient«<Islandia es la solución>>. Quel pourrait être le dénominateur commun entre les jeunes de ces deux pays, en dépit des contextes culturels, économiques et constitutionnels différents?

En février 2011, la crise de l'euro était à son paroxysme en Espagne. Le taux de chômage atteignait les 22% de la population et 47 % des jeunes étaient sans emploi. Après avoir caché pendant longtemps aux Espagnols, la gravité de la crise, sous la pression d'Angela Merkel et du FMI, le gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero, en violation de ses promesses électorales de 2008³², entreprit de faire des coupures budgétaires dans la santé, l'éducation et les services sociaux. La priorité est donnée à la recapitalisation des institutions financières et à la réduction de l'exorbitante dette publique afin d'éviter à l'Espagne une exclusion de la zone Euro.

Un petit groupe de d'activistes de Madrid, Barcelone et d'autres villes espagnoles créa un site internet sur *Facebook*, dénommé «Plateforme de Coordination de Groupes Pro mobilisation». Se joignirent à eux, d'autres groupes comme «Etat de Malaise», «Jeunesse sans avenir» ou encore «Plateforme des affectés par l'hypothèque». Tous ces groupes étaient galvanisés par l'exemple de l'Irlande où la «Révolution des

³² Rodriguez Zapatero, avait promis que s'il est réélu, la période2008/2011 serait celle du plein emploi en Espagne, in Ramón Tamames : *Para salir de la crisis global*, Madrid, Editorial Edaf, 2009, p.154.



casserolés» avait provoqué un changement de gouvernement. La jeunesse espagnole voulait à son tour dénoncer et refuser la connivence entre les banquiers et les politiciens à travers une mobilisation populaire.

Ainsi, le 2 mai, toutes ces organisations de jeunesse, convoquèrent le peuple à manifester leur colère dans les rues le 15 mai 2011. Le 15 mai, sans l'aval d'aucun parti politique et sans aucun leadership réel, des dizaines de milliers de jeunes manifestèrent pendant des semaines à Madrid, Barcelone, Valence et dans 50 autres villes d'Espagne³³.

3-2-Le changement selon ces jeunes «indignés»

La cause immédiate de cette révolution de la rue est exprimée de la manière suivante: «Excusez-nous pour le dérangement, nous sommes en train de changer le monde».

Ce slogan résume les griefs et la détermination de ces jeunes : changer le monde, changer les dirigeants politiques. C'était une protestation contre les banquiers et les politiciens. Pour eux : « leurs dirigeants politiques vivent dans leur monde clos et privilégié, indifférents aux besoins de la population, truquant les élections et la loi électorale pour perpétuer leur pouvoir en tant que classe politique » et ils concluent « ils ne nous représentent pas »³⁴.

En outre, ils ne veulent pas être ceux qui doivent payer les conséquences d'une crise financière dont ils ne sont pas responsables. Contrairement à leur gouvernement, ils demandaient la nationalisation des banques en difficulté au lieu de leur recapitalisation et le jugement des fonctionnaires corrompus. Ils s'opposaient aux coupes budgétaires du gouvernement et proposaient en lieu et place, plus d'impôts aux riches et aux entreprises. Le mouvement dénonça le chômage de millions de jeunes diplômés espagnols et réclama le droit à l'éducation, au logement et au travail comme le stipule la Constitution espagnole de 1978. Le mouvement exigea enfin, la transformation de la pseudo démocratie en Espagne en une démocratie véritable et lança un avertissement aux politiciens en ces termes: « si vous nous enlevez nos rêves, nous ne vous laisserons pas dormir »³⁵. Un profond sentiment d'injustice bouillonnait parmi la population. C'est cette colère que le mouvement des «indignés» espagnols a exprimé le 15 mai 2011.

³³ La police estima à 50.000, les manifestants à Madrid, 20.000 à Barcelone et 10.000 à Valence.

³⁴ Manuel Castells : *Redes de indignación y esperanza*, Madrid, Alianza Editorial, 2012, p.128.

³⁵ Ibid, p.133.



4- Les indignes ou le contexte de la victoire de «podemos» et «CIUDADANOS».

L'irruption sur la scène politique de «Podemos» et «Ciudadanos» depuis le dimanche 29 mars 2015, en Espagne et en Europe, n'est que la suite logique de cette colère du peuple espagnol indigné vis-à-vis de sa classe politique, exprimée le 15 mai 2011 et qui a vu la reclassification dans l'opposition du Parti Socialiste Espagnol, dès 2008. Ce parti socialiste d'ailleurs a fait son mea-culpa, dans un manifeste publié avant son XXXVIII Congrès tenu les 3,4 et 5 février 2012 à Séville.³⁶ C'est en ces termes que ce parti commente la situation socio-politique de l'Espagne:

<<A nuestro juicio la pérdida de credibilidad y coherencia ha sido fruto de la erosión de nuestros mecanismos democráticos y del aislamiento social progresivo de nuestro partido. Ese es el por qué de nuestros errores. Antes de que los ciudadanos se alejaran de nosotros, nosotros nos alejamos de los ciudadanos. Un partido gana en eficacia cuando gana en democracia y en participación de todos sus militantes, cuando capta mejor el pulso de los ciudadanos, cuando lo transmite con nitidez y cuando acierta a transformarlo en acción política³⁷>>³⁸

Faut-il interpréter les résultats de ces élections de mai 2015 comme la «Révolution» qu'annonçaient beaucoup de journaux espagnols?

Il est vrai que depuis quelques décennies, la classe politique espagnole est éclaboussée par de fréquents scandales de corruption :Bárcena³⁹, Gürtel, cas de Campéon, Los ERE de Andalucía, Cas de Palau, Pallerols, Brugal, Pretoria, Caso ITV, Palma Arena, Over Marketing, Malaya, Pokemon, Noós... La liste est longue et nous sommes certains qu'elle n'est pas encore close et qu'il suffit d'attendre pour que d'autres cas apparaissent. Le mécontentement est général, comme le dit García-Abadillo, journaliste de *El Mundo* : « Avant, le peuple considérait la politique comme la solution à leur problème, mais aujourd'hui, il la voit comme le problème »⁴⁰

³⁶ *El País* del 20 de diciembre de 2011

³⁷ <<A notre avis, la perte de crédibilité et de cohérence est le fruit de l'érosion de nos mécanismes de démocratie et de l'isolement social progressif de notre parti. Voilà la cause de nos erreurs. Avant que les citoyens ne se détournent de nous, nous avons été les premiers à nous détourner d'eux. Un parti gagne en efficacité lorsqu'il gagne en démocratie et en la participation de tous ses militants, quand il reflète mieux les aspirations des militants et qu'il les transmet fidèlement et quand il réussit à transformer ces aspirations en actions politiques>>

³⁸ *El País: Mucho PSOE por hacer*, 20 décembre 2011, p.5.

³⁹ Le 18 janvier 2013, le journal *El Mundo*, publia que Luis Bárcenas, trésorier du Parti Populaire avait payé des salaires, à partir de la « caisse noire » du parti de 5.000 à 15.000 euros mensuellement aux dirigeants du PP, parmi lesquels, l'actuel Premier Ministre, Mariano Rajoy. Après avoir nié les fait à plusieurs reprises, il les reconnaîtra finalement le 1^{er} août 2013 et s'excusera auprès du peuple espagnol en ces termes<<Me equivoqué, lo lamento, pero fue así>>

⁴⁰ García-Abadillo: *Este es, sin duda, el fin del bipartidismo*, *El Mundo*, 15 juillet, 2015.



La montée en puissance de «Podemos» et de «ciudadanos» et autres mouvements sociaux qui n'existaient pas avant 2011, n'est que l'expression de cette colère des espagnols face aux comportements irresponsables de leurs dirigeants politiques dans la gestion de la crise économique. Les nouveaux partis «Podemos» et «Ciudadanos» sont l'émanation politique de ces mouvements de lutte contre le programme d'austérité de Mariano Rajoy. Quatre ans après cette mobilisation populaire, Pablo Iglesias, chef de file de «Podemos», a réussi à agglomérer la colère sociale de toute une génération et la transformer en force politique. Cependant, il ne faut pas voir en la victoire de <<Podemos>> et <<Ciudadanos>> comme la fin du bipartisme en Espagne, comme l'affirme le journaliste de *El Mundo*, García-Abadillo: << *Este es, sin duda, el fin del bipartidismo* ⁴¹>>⁴², mais plutôt comme un message fort que les Espagnols envoient, non seulement à leurs dirigeants politiques espagnols, mais surtout à l'Union Européenne pour sa politique d'austérité imposée aux pays faibles de l'Union comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Les résultats des élections du dimanche 25 mai 2015 ne sont que le fruit de la combinaison de plusieurs facteurs, entre autres les scandales de corruption des deux partis politiques PP et PSOE et la mauvaise gestion de la crise économique actuelle par le PP. Le pays détient encore 23,7 % de taux de chômage et les citoyens n'ont pas encore ressenti les effets des messages de récupération économiques lancés par le gouvernement de Mariano Rajoy⁴³.

En effet, dans le cas de l'Espagne, les Ministres de l'Economie et des finances de l'Union Européenne, réunis le 10 juillet 2012, ont décidé d'accorder un délai supplémentaire d'un an à l'Espagne pour réduire son déficit excessif (estimé à 6,3 %) ⁴⁴ et le ramener en dessous de 3% du PIB⁴⁵. Ce sont ces mesures imposées par ECOFIN que le premier Ministre espagnol fut contraint d'appliquer, dans son Programme de Stabilité et de croissance 2012-2015, en élevant les impôts, en réduisant les dépenses publiques et sociales, en adoptant des réformes du travail pour convaincre les créanciers internationaux que l'Espagne peut gérer ses finances sans recourir à un quelconque Plan de sauvetage international. Ces mesures visent essentiellement à réduire le déficit budgétaire et faire une économie de 3.000 millions d'euros pour l'année 2013.

Cette victoire de 2015 est donc, un test fort pour Bruxelles. Si les Espagnols disent non aux mesures d'austérité, comme c'est le cas avec la victoire de «Podemos», les autorités européennes, allemandes surtout, et même la Banque Centrale Européenne se verront obligés d'apporter de profonds changements dans leurs politiques économiques. Mats Person, directeur de Open Europe fera la même lecture que nous, lorsqu'il affirme que << *La montée du vote anti européen est un avertissement aux*

⁴¹ <<Ceci est, sans doute la fin du bipartisme>>

⁴² *El Mundo: Este es, sin duda, el fin del bipartidismo*, 15 juillet 2015.

⁴³

⁴⁴ *El País*, 1 mai 2013.

⁴⁵ BOE n° 168, du 14 juillet 2012, p1 (Dispositions Générales)



dirigeants européens: s'ils n'engagent pas de grandes réformes, les gens finiront par opter pour une sortie de l'Union>>.

L'Europe d'Angela Merkel, ces derniers temps, a mis l'accent uniquement sur trois aspects de cette union : la stabilité des prix dans la zone euro, l'équilibre budgétaire et l'appui à la compétitivité. Pas de préoccupation sociale, pas de programme commun pour réduire le chômage, pas de volonté pour assurer la croissance et évidemment aucun effort pour défendre l'Etat-providence. On ne relance pas une économie par des plans d'austérité, par des coupes budgétaires dans le social. L'économie repose sur la confiance et lorsque l'agent économique perd cette confiance c'est la catastrophe. C'est ce reproche qu'à fait la présidente du Brésil, Dilma Rousseff aux mesures d'austérité de Mariano Rajoy:

<< Pendant des décennies, nous avons appliqué des mesures d'ajustement budgétaires, mais nous avons pu surmonter la crise que lorsque nous avons commencé à combiner les mesures telles que la maîtrise de l'inflation avec d'autres comme la distribution des revenus>>⁴⁶

Peut-on dire aujourd'hui aux Espagnols, aux Grecs, aux Italiens, aux Portugais et à tant d'autres citoyens de l'Union, étranglés par les programmes d'ajustement que Bruxelles leur impose, que la création de l'Union a été bénéfique pour eux? En fait, ces plans d'ajustement ont eu des conséquences tellement insupportables, socialement, que dans plusieurs pays de la zone euro, nous assistons à la montée d'une hostilité radicale contre la monnaie unique et contre l'Union Européenne elle-même. Le président français, François Hollande, ne disait-il pas l'an dernier que:

<< L'Europe est devenue inéligible, distante. Essentiellement incompréhensible, même pour les gouvernants. Cela ne peut pas continuer ainsi, le projet européen doit être simple et claire et ne doit pas se mêler de ce qui ne le concerne pas >>.⁴⁷

Jacques Delors⁴⁸, l'ex-président de la Commission Européenne abondera dans le même sens pour souligner que l'Union Européenne est en train de dévier de sa trajectoire initiale, de objectifs même de sa création pour se convertir en un instrument au service du néo capitalisme et surtout de la vision de l'Allemagne.<< *Les élections de dimanche montrent que, en période de crise et sous la direction d'Angèle Merkel, refait surface tout ce pourquoi est né la Communauté :le nationalisme, le populisme, la démagogie, la xénophobie et le*

⁴⁶ EFE du 19 novembre 2012.

⁴⁷ El País,28 mai 2014

⁴⁸ Jacques Delors, politicien français, fut président de la Commission Européenne de 1985 à 1995.



racisme. Les objectifs que sont : la croissance, l'emploi, l'harmonie, tout est mis en cause aujourd'hui>>⁴⁹

Felipe González, ancien premier Ministre espagnol, exprimera son malaise contre le Conseil Européen en ce qui concerne la politique d'équilibre budgétaire que l'Allemagne impose aux autres pays de l'Union en s'interrogeant : *<<Quand le Conseil européen comprendra-t-il qu'il ne peut pas prospérer avec sa politique actuelle ? Quand comprendra-t-il que dans une Union, l'Allemagne ne peut pas décider seule avec le consentement passif des autres pays. Vous ne pouvez pas aller de l'avant en Europe avec un modèle qui est totalement inacceptable pour la socio démocratie car elle génère une destruction monstrueuse de l'emploi et du tissu productif>>* et le chef de l'extrême droite française, Marine le Pen, définira les objectifs de son parti en ces termes *<<Ce que je veux détruire, c'est L'union Européenne, non l'Europe, je crois en l'Europe des nations, je crois en Airbus et en Ariane, en l'Europe de la coopération mais pas à cette Union soviétique européenne.>>⁵⁰*

Toutes ces personnalités ont exprimé le malaise que vivent les citoyens européens face à la nouvelle politique de l'Union qui ne se soucie plus du social ni de l'emploi mais seulement de l'équilibre budgétaire. Tous les pays doivent équilibrer leur budget même si cela doit entraîner des millions de chômeurs comme c'est le cas en Espagne.

C'est cette Union Européenne, devenue insensible aux problèmes de ses citoyens qui a été sanctionnée dans les urnes lors des élections à la Commission européenne par le boycott des partis traditionnels, courroie de transmission de cette politique.

En effet, au cours des élections au Parlement Européen de 2014, les deux grands partis politiques que sont le PP et le PSOE ont récolté 49,10% des voix contre 84,67 % en 2004 et 80,77 % en 2009. Jamais ces deux formations politiques n'ont eu des scores aussi bas depuis les premières élections européennes de 1987. A la lumière de ces récents résultats, peut-on conclure à la fin du bipartisme en Espagne ?

Nous répondrons par la négative, pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, les élections européennes sont différentes des élections générales. En ce qui concerne les élections européennes, le citoyen n'a pas conscience des enjeux et trouve les problèmes abordés si lointains et souvent hors de son entendement, d'où son

⁴⁹ El País 1 juin 2014.

⁵⁰ Cinco Días/1/6/2014

indifférence qui se reflète par le faible taux de participation, 45,14% en 2004 et 44,90% en 2009⁵¹.

Deuxièmement, nous constatons que malgré une tendance à la baisse des voix de ces deux grands partis (PSOE et PP), ils n'ont pas perdu pour autant leur hégémonie, dans la mesure où aux cours des différentes élections générales de 2004 et 2009, la troisième force politique a toujours obtenu des scores faibles, comme pour inquiéter le PP et le PSOE. Cependant, dans les échéances à venir, il est utile de remarquer que la présence de ces nouvelles forces politiques fera de l'ombre aux deux formations traditionnelles que sont le PP et le PSOE. Ce qui revient à dire que rien n'est encore stabilisé pour ces trois formations et que toutes gagneraient à se remettre en question pour engranger un peu plus de voix.

Conclusion

La montée en puissance sur la scène politique en Espagne de deux nouveaux partis politiques «Podemos» et «Ciudadanos», héritiers des mouvements de protestation contre les mesures d'austérité le 15 mai 2011 a été salué par toute la presse espagnole comme la fin du bipartisme dans ce pays. Bien que ces deux partis issus de la transition démocratique de 1978, connaissent aujourd'hui une érosion progressive de leurs militants à causes de la mauvaise gestion de la crise économiques actuelle et surtout des scandales de corruption qui émaillent fréquemment leurs leaders politiques, ces partis n'ont pas pour autant perdu leur hégémonie. Aucune formation politique n'a pu obtenir jusqu'à ce jour des résultats capables d'inquiéter le PP et le PSOE⁵².

La montée en puissance de ces mouvements devenus partis politiques, par la suite, est ponctuelle et s'explique par l'aggravation de la situation sociale. Cependant, dès que l'Espagne connaîtra une conjoncture favorable, ces partis politiques pourraient s'affaiblir d'avantage, car comme l'a dit Michels Robert « La bataille pour la prise du pouvoir ne se prête pas à l'amateurisme ».

⁵¹ *El Mundo*, 11 mai 2009.

⁵² « Podemos » et « Ciudadanos » ont obtenu respectivement 07,98 % et 03,16 % des voix aux élections européennes de 2014 contre 26,09 % pour le PP et 23,01 % pour le PSOE (Wikipedia.Org)

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Abadillo-García: *Este es, sin duda, el fin del bipartidismo*, El Mundo, 15 juillet, 2015.
- 2- Carr, Raymond: *España 1808-1975*, Barcelona, Editorial Ariel, 1982,
- 3- Castells, Manuel: *Redes de indignación y esperanza*, Madrid, Alianza Editorial, 2012.
- 4-Recarte García-Andrade, Alberto: *El desmoronamiento de ESPAÑA*, Madrid, La Esfera de los libros, 2010.
- 5-Iglesias, Carmen: *El pensamiento de Montesquieu, Ciencia y filosofía en el siglo XVIII*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2005
- 6-Michels Robert: *Los partidos políticos*, Buenos Aires, Amorrortu, 1976, Vol.II
- 7-Ostrogorski, Moisei: *La democracia y los partidos políticos*. Madrid, Ed, Colección Mínima, 2008.
- 8- Tamames, Ramón: *Para salir de la crisis global*, Madrid, Editorial Edaf, 2009.

PERIODIQUES

- 1-AFP, du 25 mai 2015
- 2-EFE du 19 novembre 2012
- 3-*El País*: *Mucho PSOE por hacer*, 20 décembre 2011,
- 4-El Mundo: *Este es, sin duda, el fin del bipartidismo*, 15 juillet 2015.
- 5-*El País*, 1 mai 2013.

BULLETINS OFFICIELS

- 1-Boletín Oficial del Estado (BOE) n° 147 del jueves 20 de junio de 1985.
- 2-BOE n° 168, du 14 juillet 2012, (Dispositions Générales)

WEBOGRAPHIE

- 1-www.historiasiglo20.org
- 2-Wikipedia.org